



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Troisième session, 57^e législature

FEUILLETON ET AVIS, Jour de séance 7

le jeudi 6 décembre 2012

AFFAIRES COURANTES

Prière
Condoléances et messages de sympathie (*préavis au président*)
Présentation d'invités
Félicitations et hommages (10 minutes)
Présentation de pétitions
Réponse aux pétitions et aux questions écrites
Présentation des rapports de comités
Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Déclarations de députés (10 minutes)
Questions orales (30 minutes)
Dépôt de projets de loi
Avis de motion
Avis d'affaires émanant de l'opposition
Motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre
Ordre du jour

ORDRE DU JOUR

AFFAIRES ÉMANANT DE L'OPPOSITION

[*sous réserve de préavis donné conformément au paragraphe 44(4) du Règlement*]

MOTIONS ÉMANANT DE L'OPPOSITION

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 2 — M. Collins, appuyé par M. Doucet, proposera, le jeudi 6 décembre 2012, la résolution suivante :

attendu que les travaux de remise à neuf de Point Lepreau ont trois ans de retard et dépassent de 1 milliard de dollars le budget ;

attendu que l'ancien gouvernement progressiste-conservateur de Bernard Lord a signé en 2006 le contrat de remise à neuf, sans que ce dernier prévoie une protection suffisante contre un dépassement aussi excessif des coûts de la part de la société d'État fédérale EACL ;

attendu que le ministre de l'Énergie a dit à la Chambre que son gouvernement n'acceptera rien de moins du gouvernement du Canada que l'indemnisation intégrale du dépassement des coûts à Point Lepreau ;

attendu que l'opposition appuie l'intention du ministre de l'Énergie d'obtenir une indemnisation intégrale ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative demande au gouvernement du Nouveau-Brunswick de définir « indemnisation intégrale » et d'expliquer à la population du Nouveau-Brunswick comment le ministre de l'Énergie obtiendra du gouvernement fédéral l'indemnisation intégrale du montant total du dépassement des coûts à Point Lepreau.

Motion 1 — M. Kenny, appuyé par M. Haché, proposera, le jeudi 6 décembre 2012, la résolution suivante :

attendu que la fermeture imminente de la mine Xstrata, à Bathurst, entraînera directement et indirectement la perte de centaines d'emplois ;

attendu que l'économie du Nord a subi au cours des dernières années de nombreux revers en raison du déclin de diverses industries et que la fermeture de Xstrata ne fera qu'exacerber le ralentissement économique ;

attendu que la base de connaissances, le savoir-faire et les ressources humaines dans la région assureraient un excellent terrain de formation aux personnes intéressées à acquérir des compétences en matière d'exploitation minière ;

attendu que des compagnies minières à l'échelle mondiale cherchent des milliers de travailleurs qualifiés dans les métiers miniers ;

attendu que l'instauration d'un programme des métiers miniers et d'un centre d'excellence en exploitation minière, ainsi que les possibilités de recherche qui en découleraient, ouvrirait au nord du Nouveau-Brunswick d'importantes perspectives économiques ;

attendu que l'établissement de formation et le centre d'excellence aideraient tant le nord du Nouveau-Brunswick que l'exploitation minière dans l'ensemble du Canada ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à nouer un partenariat avec l'industrie minière et le gouvernement fédéral en vue d'établir un centre d'excellence en exploitation minière et un centre de formation à Bathurst après la fermeture de la mine.

DEUXIÈME LECTURE DES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC ÉMANANT DE L'OPPOSITION

7, *Loi modifiant la Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres du Conseil exécutif*. M. Boudreau.

8, *Loi sur l'inscription des lobbyistes*. M. Fraser.

MOTIONS ÉMANANT DE L'OPPOSITION

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 9 — M. Melanson, appuyé par M. Boudreau, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, la résolution suivante :

attendu que l'économie du Nouveau-Brunswick a enregistré une croissance nulle au cours de la dernière année ;

attendu que le chômage au Nouveau-Brunswick a augmenté pour atteindre 11,6 % ;

attendu que l'économie de notre principal partenaire commercial, soit les États-Unis, est précaire ;

attendu que le faible rendement économique se traduit par une baisse des recettes gouvernementales, ce qui rend plus difficile au gouvernement de fournir ses services et de surmonter notre défi financier ;

attendu que les sombres perspectives économiques sont une question qui transcende les différences politiques ;

attendu que l'opposition offre de travailler de concert avec le gouvernement à trouver des solutions ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement et l'opposition à travailler ensemble à la tenue d'un sommet sur l'emploi qui réunira un groupe représentatif de parties prenantes du secteur de l'économie afin d'examiner la conjoncture économique et de recommander au gouvernement des mesures correctives.

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE ET ORDRES MINISTÉRIELS

Reprise du débat sur la motion portant sur une adresse en réponse au discours du trône.

Débat ajourné au nom du premier ministre.

Reprise du débat le vendredi 7 décembre 2012.

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE DONT LA DEUXIÈME LECTURE EST ORDONNÉE

Projets de loi dont la deuxième lecture est ordonnée

9, *Loi modifiant la Loi électorale*. L'hon. M. P. Robichaud.

10, *Loi modifiant la Loi concernant les statistiques de l'état civil*. L'hon. M^{me} Stultz.

11, *Loi modifiant la Loi sur l'accès et la protection en matière de renseignements personnels sur la santé*. L'hon. M. Flemming, c.r.

COMITÉ PLÉNIER

- 2, *Loi concernant la réforme de l'impôt foncier*. L'hon. M. Fitch.
- 3, *Loi concernant la Loi sur la prestation de services régionaux*. L'hon. M. Fitch.
- 4, *Loi modifiant la Loi sur les produits naturels*. L'hon. M^{me} Blais, c.r.
- 5, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur*. L'hon. M. Trevors.
- 6, *Loi modifiant la Loi sur le paiement des services médicaux*. L'hon. M. Flemming, c.r.

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Motion 8 — L'hon. M. Higgs, appuyé par l'hon. M. Alward, proposera, le mardi 11 décembre 2012, la résolution suivante : que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement pour le compte de capital.

Motions réglées

Motion 4 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 28 novembre 2012.

AFFAIRES ÉMANANT DE L'OPPOSITION

MOTIONS ÉMANANT DE L'OPPOSITION

Motions portant dépôt de documents

Motion 3 — M. Arseneault, appuyé par M. Albert, proposera, le jeudi 6 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — y compris la correspondance —, quel que soit le support, échangés depuis le 13 octobre 2010 entre, d'une part, les ministères, les organismes, les sociétés de la Couronne, les conseils et d'autres entités du gouvernement provincial et, d'autre part, Alexander Proudfoot.

Motion 5 — M. Fraser, appuyé par M. Arseneault, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les renseignements détaillés — y compris les dossiers de vol, la destination finale, la durée du séjour, les escales imprévues et les occupants —, quel que soit le support, relativement à l'exploitation et à l'utilisation depuis le 13 octobre 2010 de l'avion de la province ou de tout autre avion nolisé.

Motion 6 — M. Fraser, appuyé par M. Bernard LeBlanc, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — notamment toute forme de correspondance —, quel que soit le support, échangés depuis le 13 octobre 2010 entre le ministère du Développement social, d'autres ministères, des organismes gouvernementaux ou des sociétés de la Couronne, des groupes de parties prenantes et des membres du personnel gouvernemental, notamment des ministres, des députés provinciaux et des membres du personnel de ministères, relativement aux personnes dont la demande d'aide sociale a été refusée parce qu'elles sont sans adresse permanente.

Motion 7 — M. Collins, appuyé par M. Kenny, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — y compris la correspondance —, quel que soit le support, échangés depuis le 1^{er} octobre 2010 entre le ministère de l'Énergie et des Mines, le Cabinet du premier ministre, le Bureau du Conseil exécutif, le ministère des Ressources naturelles et d'autres personnes ou sociétés relativement à l'engagement des services d'experts-conseils, de compagnies de communications et de compagnies de relations publiques pour fournir des conseils en matière de communication stratégique, de relations publiques, de marketing ou d'autres indications et documents du genre se rapportant aux discussions publiques sur les questions liées à l'exploration et à l'exploitation du gaz de schiste, notamment la correspondance, les notes de service, les contrats, les directives, les propositions et les factures ainsi que les renseignements détaillés de tous les coûts engagés pour de tels services.

Motion 10 — M. Arseneault, appuyé par M. Fraser, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — notamment toute forme de correspondance —, quel que soit le support, échangés entre le ministère de la Santé, d'autres ministères, des organismes gouvernementaux, des sociétés de la Couronne, des groupes de parties prenantes et des membres du personnel gouvernemental, notamment des ministres, des députés provinciaux et des membres du personnel de ministères, relativement aux économies réalisées grâce aux prix des médicaments génériques.

Motion 11 — M. Doucet, appuyé par M. Arseneault, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — notamment la correspondance —, quel que soit le support, concernant les consultations du ministère de la Sécurité publique au sujet du programme de permis de conduire progressif, depuis le 13 octobre 2010.

Motion 12 — M. Fraser, appuyé par M. D. Landry, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la liste, quel que soit le support, des routes désignées aux fins de travaux d'après le Système de gestion des actifs, selon l'ordre de priorité, y compris la date où elles ont été désignées et les coûts estimatifs de chaque projet, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

RAPPORTS DE COMITÉS

Comité spécial de révision de la *Loi sur les langues officielles*
— rapport provisoire déposé le 5 décembre 2012.

RÉUNION DE COMITÉ

Le Comité d'administration de l'Assemblée législative se réunira le vendredi 7 décembre 2012, à 11 h 30 (ou immédiatement après l'ajournement de la Chambre), dans la salle de conférence du président, au sous-sol de l'Assemblée législative.

Donald J. Forestell,
greffier de l'Assemblée législative